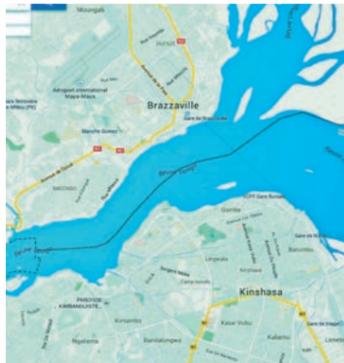


RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4353 VENDREDI 7 OCTOBRE 2022



Vital Kamerhe

ENJEU SÉCURITAIRE À L'EST

Vital Kamerhe propose un plan de sortie de crise

En tournée récemment dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), précisément dans son fief de Bukavu, le président national de l'Union pour la nation (UNC), Vital Kamerhe, en a profité pour prendre langue avec les différentes parties impliquées dans la crise sécuritaire qui sévit dans cette partie du pays. Pour le leader de l'UNC, la RDC, l'Ouganda et le Rwanda, trois pays constituant le triangle au centre duquel se meut le M23, n'ont d'autre alternative que de dialoguer sincèrement pour le bien des communautés vivant dans les contrées limitrophes.

Page 2

TRANSPORT AÉRIEN

Désiré Balazire nommé ambassadeur d'Eurodistribution en Afrique

L'ancien directeur général de Congo Airways va représenter les intérêts, en Afrique, d'Eurodistribution, société internationale basée à Madrid, en Espagne, et qui offre des services de distribution dans plus de trente marchés, aux compagnies aériennes, aux bateaux de croisière, aux trains et aux compagnies de bus pour la distribution de leurs inventaires.

Eurodistribution, filiale du groupe Euroairlines, est actuellement la quatrième plus grande plateforme de distribution au monde.

Page 3



Désiré Balazire Bantu

RDC-ZAMBIE

Le poste frontalier de Kasumbalesa rouvert au trafic



Le poste frontalier de Kasindi à Béni, province du Nord-Kivu

Le poste frontière de Kasumbalesa, situé à 90 km de Lubumbashi, dans le Haut-Katanga, est rouvert au trafic depuis le 5 octobre après près d'une semaine de tension due à la grève des camionneurs enclenchée de part et d'autre de la frontière entre la RDC et la Zambie.

C'est depuis le vendredi dernier que les chauffeurs

zambiens des camions remorques qui entrent en RDC avaient amorcé un arrêt suite aux informations faisant allusion au décès de deux de leurs au poste frontalier de Kasumbalesa. Il a fallu que les autorités des deux pays se mettent ensemble pour que la situation soit rétablie.

Page 3

CAF-C1

Report du match entre RC Kadiogo et V.Club à Cotonou

Au regard de la situation politique au Burkina Faso, la Confédération africaine de football (CAF) a accédé à la demande de report du match aller du deuxième

tour préliminaire de la Ligue des champions entre Rial Club Kadiogo et V.Club, rencontre du reste délocalisée à Cotonou, au Bénin.

Le match est donc renvoyé au 16 octobre, toujours à Cotonou, considérant le report comme un cas de force majeure. A noter que l'As V.Club de Kinshasa séjour-

nait déjà à Cotonou pour cette rencontre avant la décision du report, du reste prévisible.

Page 4

ÉDITORIAL

Conseils

La rentrée des classes est souvent un moment excitant, enthousiaste au cours duquel les élèves se fixent des objectifs de succès. Les grandes vacances arrivées à leur terme et la reprise des cours ayant eu lieu, il est temps pour nos jeunes d'adopter une ligne de conduite qui permettra de démarrer l'année avec l'ambition de passer en classe supérieure.

Réussir une année scolaire oblige à une attitude responsable dans la gestion du temps, une méthode de travail quotidienne et régulière, une écoute de l'enseignant, un respect des règles de vie de l'établissement sans oublier un esprit de franche camaraderie. D'où cet appel en direction de tous les élèves: fuyez les mauvaises fréquentations, départissez-vous de toutes formes de violences, vivez votre vie de jeunesse et d'innocence. La vie est courte et toute agressivité aura un impact néfaste sur le déroulement de vos études et les résultats en fin d'année.

L'année scolaire dure neuf mois, ce n'est pas si long, qui doivent être consacrés aux activités d'enseignement et d'apprentissage. Durant cette période, soyez assidus, ponctuels, disciplinés, ordonnés et obéissants. La gestion du temps d'étude seule devrait guider vos objectifs à long, moyen et court terme.

Vous êtes appelés à développer vos compétences avec ardeur dans des centres, clubs ou groupes de travail pour toujours donner le meilleur de vous-mêmes afin d'améliorer la moyenne dans les matières jugées redoutables. La motivation, la volonté de réussir sont des locomotives qui vous aideront à vous surpasser.

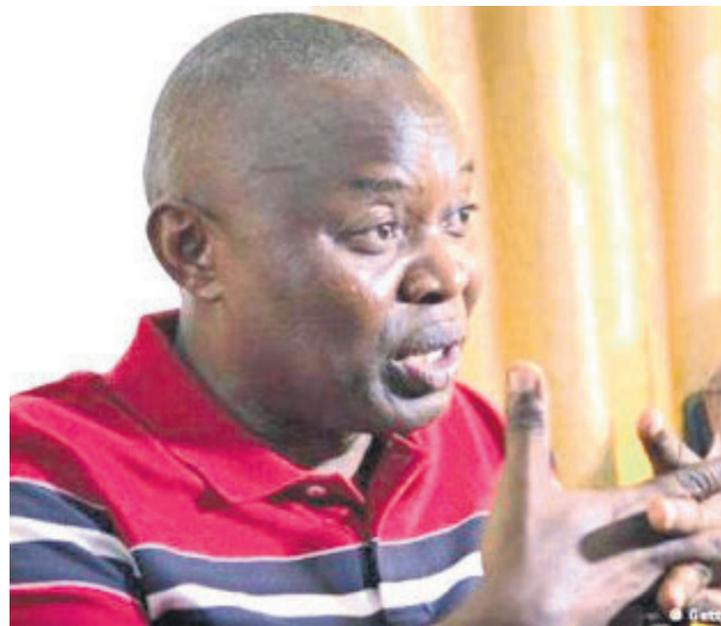
Après le temps des vacances vient le temps d'apprendre. La réussite se prépare dès les premiers jours de la rentrée.

Le Courrier de Kinshasa

ENJEU SÉCURITAIRE À L'EST

Vital Kamerhe invite la RDC, le Rwanda et l'Ouganda à un dialogue franc

En tournée récemment dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), précisément dans son fief de Bukavu, le président national de l'Union pour la nation (UNC), Vital Kamerhe, en a profité pour prendre langue avec les différentes parties impliquées dans la crise sécuritaire qui sévit dans cette partie du pays.



Vital Kamerhe

La tournée débaptisée « Amani » s'est avérée une belle opportunité pour Vital Kamerhe de forger une solide conviction sur la problématique de l'insécurité, en accordant une oreille attentive aux doléances des différentes forces politiques et sociales trouvées sur place.

Ainsi donc, tout au long de son séjour à l'Est du pays, il a reçu, tour à tour, plusieurs personnalités détentrices des recettes pouvant contribuer à la restauration de la paix. Il s'agit, entre autres, de la représentante du secrétaire général des Nations unies, Bintou Keita; de l'ancien pré-

sident nigérian et diplomate, Olusegun Obasanjo; des diplomates accrédités en RDC; des leaders du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri, etc. Au-delà des officiels, Vital Kamerhe a également conféré avec les chefs coutumiers, les responsables des différentes confessions religieuses, les représentants des corps de métiers, les étudiants, les femmes, les jeunes ...

C'est à la lumière de ces auditions que le leader de l'UNC a pu concevoir son plan de sortie de crise ayant pour base la théorie de « *L'œil du cyclone au centre d'un triangle* ». En fait, la rébellion du M23, sou-

tenue par le Rwanda, serait au cœur dudit plan cristallisé autour des pays directement impliqués dans la problématique sécuritaire de l'Est, en l'occurrence la RDC, l'Ouganda et le Rwanda. Ces trois pays constituant le fameux triangle au centre duquel se meut le M23 n'ont d'autre alternative que de dialoguer sincèrement pour le bien des communautés vivant dans les contrées limitrophes.

A en croire des sources proches de l'ex-directeur de cabinet du président Félix Tshisekedi, ce plan de sortie de crise repose sur un certain nombre des recommandations dont le dépôt avant tout des armes par le M23, le bannissement de la xénophobie et du tribalisme, etc. D'autres recettes proposées mettent une emphase particulière sur le principe de bon voisinage, de la cohabitation pacifique entre la RDC et tous ses états voisins, le respect de la souveraineté des États et la cohabitation pacifique de toutes les communautés locales.

D'après les proches du leader de l'UNC, son plan de sortie de crise aurait reçu l'adhésion populaire manifestée par un engouement exceptionnel à travers les villes et cités visitées.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TRANSPORT AÉRIEN

Désiré Balazire nommé ambassadeur d'Eurodistribution en Afrique

L'ancien directeur général de Congo Airways va représenter les intérêts, en Afrique, d'Eurodistribution, société internationale basée à Madrid, en Espagne, et qui offre des services de distribution dans plus de trente marchés, aux compagnies aériennes, aux bateaux de croisière, aux trains et aux compagnies de bus pour la distribution de leurs inventaires.

Eurodistribution, filiale du groupe Euroairlines, est actuellement la quatrième plus grande plateforme de distribution au monde. Le groupe possède ses principaux bureaux en Europe et en Amérique, notamment à New York, Miami, Cancun, Mexico, Buenos Aires, Bogota, Lima, Sao Paulo, Santiago du Chili.

La société a annoncé, le 5 octobre, son engagement en Afrique afin d'augmenter la capacité des compagnies aériennes du continent dans leurs connexions et leurs inventaires vers les marchés d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie.

« De cette façon, nous augmentons également la capacité des compagnies aériennes afin qu'elles aient un plus grand volume de passagers provenant de leurs marchés principaux et marginaux. Et d'autre part, elles peuvent exporter du fret avec des compagnies aériennes européennes et asiatiques grâce à notre concentration sur plus de trente marchés BSP avec les

principaux GDS (Amadeus, Sabre, Travelport et Kiu) et l'ouverture du CASS pour la division cargo », a expliqué Guillermo López Lázaro, associé du groupe. A cet effet, il a annoncé l'incorporation de Désiré Balazire Bantu comme ambassadeur de sa division Eurodistribution en Afrique.

Face visible de la plateforme d'Eurodistribution en Afrique

Ancien directeur général de Congo Airways, d'avril 2016 à juillet 2021, Désiré Balazire Bantu, 59 ans, a plus de trente ans d'expérience dans le secteur de l'aviation. Au cours de sa longue carrière, il a occupé des postes de direction dans des entreprises du secteur public et privé dans les domaines de la gestion, de l'audit, de la finance, du leadership et de la gestion de projet. Précédemment, il a travaillé pour KPMG, l'une des quatre grandes compagnies d'audit dans le monde, avant de devenir conseiller du ministre des Finances de la République démocratique du Congo et conseiller prin-



Désiré Balazire Bantu a été directeur général de Congo Airways de 2016 à 2021

cipal du Premier ministre. Pendant qu'il était directeur général de Congo Airways, Désiré Balazire a été membre du Comité exécutif de l'association de compagnies aériennes africaines, élu responsable de la région Ouest et Centre de l'Afrique pour un mandat de trois ans, lors de la 49e assemblée générale de cette institution qui s'était tenue en mi-novembre 2017 à Kigali, au Rwanda. Commentant sa nomination chez Eurodistribution, il a déclaré

: « C'est un honneur pour moi d'être la face visible de la plateforme d'Eurodistribution en Afrique, nous serons en mesure d'offrir aux compagnies aériennes du continent africain le soutien technologique et la force des connexions afin qu'elles puissent être mieux connues dans le monde et gagner plus de revenus ».

Amélioration du trafic international africain

Selon les chiffres, la capacité

du trafic international africain continue de s'améliorer pour les compagnies aériennes basées en Afrique, avec une augmentation significative de 84,8 % en glissement annuel, selon l'IATA. La capacité de juillet 2022 a également connu une augmentation allant jusqu'à 46,7% et le facteur d'occupation jusqu'à 75%.

Avec cette nomination, explique-t-on, Eurodistribution mise sur le territoire africain dans son projet d'expansion et de consolidation annoncé ces dernières semaines par le président directeur général du groupe Euroairlines, Antonio López Lázaro. « Pour Eurodistribution, l'Afrique est un marché clé à court et moyen terme, avec une augmentation annuelle de près de 100% des passagers. C'est pourquoi, nous ouvrons déjà le BSP sud-africain, qui comprend les marchés supplémentaires d'Eswatini, du Lesotho, de la Namibie et bientôt de nouvelles ouvertures de la part de nos clients », a-t-il expliqué.

Patrick Ndongidi

RDC-ZAMBIE

Le poste frontalier de Kasumbalesa rouvert au trafic après la grève des camionneurs

Le poste frontière de Kasumbalesa, situé à 90 km de Lubumbashi, dans le Haut-Katanga, est rouvert au trafic depuis le 5 octobre après près de deux jours de tension due à la grève des camionneurs enclenchée de part et d'autre de la frontière entre la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie.

Les véhicules poids lourds et légers ont, en effet, repris du service au grand enchantement des commerçants et autres opérateurs économiques qui exercent sur l'axe routier stratégique entre la RDC et la Zambie. Cet heureux dénouement est consécutif à la rencontre que les autorités congolaises et zambiennes ont eu dernièrement dans l'objectif de permettre la reprise des opérations liées à l'importation et à l'exportation de part et d'autre de la frontière.

De cet échange, il en résulte que les préoccupations des uns et des autres, notamment routières, ont été prises en compte. Ce qui a dissuadé les chauffeurs zambiens des camions remorques à désamorcer leur grève enclenchée suite aux intoxications non fondées faisant allusion au dé-

cès de deux de leurs collègues au poste frontière de Kasumbalesa, en RDC.

Précisons que cette situation a dégénéré sur fond de protestation des camionneurs zambiens qui ont carrément amorcé une grève sèche jusqu'à pousser à la fermeture de la frontière. De l'autre côté de la Zambie, rapportent des sources locales, certaines maisons de commerce appartenant aux Congolais ont été pillées, tandis que les véhicules affectés à l'importation et à l'exportation attendaient sur de longues files, de part et d'autre de la frontière. Un climat d'agitation qui a provoqué la colère des commerçants qui se sont livrés au jet des projectiles pour forcer, sans succès, le passage. Et pour sommer les manifestants, la police zambienne a dû tirer, en guise de dissuasion, des grenades à gaz



Le poste frontalier de Kasumbalesa

lacrymogène à leur endroit. Au finish, et après consultation, les autorités congolaises et zambiennes se sont accordées qu'il s'agissait de morts naturelles. Ce qui a permis de faire baisser la tension et de

relancer le trafic sur cet axe routier. « Ce matin à 6h35 mn, les véhicules ont commencé à entrer tant à l'importation et ceux de l'export ont commencé à quitter le pays vers l'extérieur », a

déclaré, le 5 octobre dans la matinée, le maire de la ville de Kasumbalesa cité par 7sur7.cd, satisfait du dénouement heureux de cette crise pour le moins inattendue.

Alain Diasso

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La FAO conseille la production de nourriture sans convertir les forêts en champs agricoles

La directrice adjointe de la division des forêts de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Tiina Vähänen, et la forestière principale Serena Fortuna, dans un article, font référence à un rapport de cette organisation qui donne des techniques de production abondante de nourriture sans convertir les forêts en champs agricoles.

Selon le rapport, en effet, pour répondre à l'augmentation de la population mondiale, la planète aura besoin, d'ici à 2050, de 50 % de nourriture en plus par rapport à 2012. « Nous sommes confrontés à un énorme défi qui est celui de nourrir la planète tout en protégeant nos forêts de l'expansion agricole, qui est responsable de près de 90% de la déforestation dans le monde », ont fait savoir Tiina Vähänen et Serena Fortuna, indiquant dans le même temps que ce défi représente une énorme opportunité à ne pas rater.

Pour la FAO, il est possible de transformer le système alimentaire mondial de telle sorte que soit favorisé à la fois le développement de l'agriculture et celui des forêts, sans que l'un des deux ne se produise au détriment de l'autre. « L'agriculture et les forêts peuvent, pour ne pas dire doivent, se renforcer mutuellement et non pas s'exclure », a conseillé la FAO dans ce document. Elle indique que si ce mode de pensée est adopté et que le monde agisse dans cette optique à l'échelle planétaire, il en découlerait un système alimentaire durable, à même de jouer un rôle fondamental dans la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité et la croissance de l'économie mondiale. Dans le

cas contraire, prévient-elle, les perspectives sont sombres.

Les conseils de la FAO

Publiant un nouveau document intitulé « Halting deforestation from agricultural value chains: the role of governments » qui évalue les progrès accomplis et expose les actions à entreprendre, la FAO estime que les pouvoirs publics ont des fonctions essentielles à remplir, par exemple créer des conditions propices aux changements qu'il convient d'opérer, cela à une échelle qui permette de faire évoluer les choses. « Les pays consommateurs ont déjà pris des mesures, telles que fixer des normes d'importation pour les produits agricoles, affecter des fonds destinés à soutenir les petits agriculteurs des pays producteurs, et s'engager à financer des chaînes d'approvisionnement agricoles plus durables », conseille la FAO.

L'organisation appelle les pays producteurs à mettre en place une série de stratégies allant de la planification relative à l'utilisation des terres jusqu'à la rémunération des services écosystémiques, en passant par des pratiques agricoles plus respectueuses des forêts. « Les initiatives mondiales telles que la REDD+ permettent à de nombreux pays producteurs d'obte-

nir des résultats significatifs en mettant un terme à la déforestation, en favorisant des changements profondément novateurs et en débloquant des financements climatiques au service de futurs réinvestissements. Grâce notamment à un partenariat avec l'ONU-REDD, la FAO soutient les pays en développement dans leur processus REDD+ et dans la concrétisation de leurs engagements sur le terrain », souligne cette source.

Ce rapport relève aussi qu'une coordination bien plus grande est nécessaire entre les pays consommateurs et les pays producteurs, si l'on veut créer des systèmes agroalimentaires véritablement porteurs de transformation qui soient en mesure de produire plus de nourriture, à savoir garantir la sécurité alimentaire et les besoins en matière de nutrition d'une population en expansion, sans pour autant convertir les forêts en champs agricoles. « Les gouvernements du monde entier doivent assurer cette coordination de telle sorte que les différents secteurs et parties prenantes travaillent à la réalisation d'objectifs communs à tous les niveaux, que cela soit au niveau international, national, régional ou local. Il incombe aux pouvoirs publics d'élaborer les cadres législatifs

et d'offrir des financements et des conditions de marché qui favorisent des approches fondées sur les synergies entre les forêts et l'agriculture. Les décideurs doivent réaliser des arbitrages en optant pour des solutions qui se renforcent mutuellement », soutient la FAO.

L'engagement du secteur privé La FAO a, en effet, indiqué que le secteur privé s'est engagé à supprimer la déforestation de ses chaînes d'approvisionnement, notamment par le biais de la Déclaration de New York sur les forêts de 2014. Depuis lors, a-t-elle fait savoir, des normes industrielles et des systèmes de certification ont été mis en place afin de réduire à zéro net « l'empreinte de déforestation » de certains produits de base comme la viande bovine, l'huile de palme, le soja, le cacao, le café, le caoutchouc et d'autres encore. Toutefois, a-t-elle indiqué, de plus amples efforts doivent être déployés pour pouvoir donner suite à ces engagements et accomplir des progrès concrets. Mais, admet-elle, les producteurs, dont la plupart se trouvent dans des pays tropicaux et sous-tropicaux, peinent à satisfaire à ces normes car, elles nécessitent d'apporter des changements énormes sur le terrain. « Le passage à des méthodes agricoles plus durables

implique généralement des investissements initiaux dans du matériel nouveau, une période d'études et de formation, ainsi que des changements au niveau des cultures et de l'utilisation des terres. Pendant ce temps, les récoltes habituelles dont dépendent souvent les moyens de subsistance sont manquées. La procédure en soi liée à l'obtention de la certification, dès lors que les nouveaux procédés sont mis en place, peut elle aussi demander énormément de temps et être onéreuse », indique la FAO. Elle a également souligné que les petits exploitants agricoles, qui produisent 35% de la nourriture mondiale et vivent pourtant souvent dans la pauvreté, ont besoin de beaucoup plus de soutien pour surmonter ces obstacles. Alors que les pays producteurs, où a lieu la majorité de la déforestation, rencontrent les plus grandes difficultés pour apporter les changements requis. « Ils doivent quotidiennement trouver un équilibre entre leurs engagements envers les objectifs internationaux en matière de déforestation et de changement climatique, et la nécessité de veiller à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance de leurs populations », précise l'agence onusienne.

Lucien Dianzenza

CAF-CI

Report du match entre RC Kadiogo et V.Club à Cotonou

Au regard de la situation politique au Burkina Faso, la Confédération africaine de football (CAF) a accédé à la demande de report du match aller du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions entre Rial Club Kadiogo et V.Club, rencontre du reste délocalisée à Cotonou, au Bénin.

Rial Club Kadiogo du Burkina Faso et l'AS V.Club de Kinshasa devraient s'affronter, le 8 octobre à Cotonou, au Bénin, au regard de la situation politique au Burkina Faso avec un second coup d'Etat au cours de cette année. La CAF avait donc délocalisé le match aller à Cotonou, mais le club burkinabé a introduit une requête pour un éventuel report. Après examen de la question à la Commission d'organisation des compétitions interclubs, la CAF a accédé à la demande de Rial Club Kadiogo. Le match est donc renvoyé au 16 octobre, toujours à Cotonou, considérant le report comme un cas de force majeure.

ans sa correspondance au club demandeur du report, la CAF a précisé : « Le club burkinabé assume tous les frais qui seront payés par l'AS Vita Club pour se rendre de nouveau au Bénin pour la nouvelle date du match



V.Club de Kinshasa

». Elle a demandé à V.Club de choisir entre le 19 et le 20 octobre comme date du match

retour au stade des Martyrs de Kinshasa. On note que le club vert et noir

de Kinshasa séjournait déjà à Cotonou pour cette rencontre avant la décision du report, du

reste prévisible. V.Club a joué un match de fixation contre l'AS Cotonou, club local. Et les deux équipes se sont quittées sur une égalité d'un but partout.

Alors que le championnat national de football n'a pas encore démarré, V.Club a livré un match de préparation au pays, avant de se diriger vers Cotonou. Les joueurs de l'entraîneur Raoul Jean Pierre Shungu s'étaient imposés, le 29 septembre à Kinshasa, face aux Brazzavillois de Diables Noirs par deux buts à un. Des réalisations d'Etekiama Agiti à la 26e mn et Merveille Kikasa Wamba au milieu de la seconde période. V.Club prenait ainsi sa revanche après la défaite lors de la première confrontation entre les deux équipes, à Brazzaville, quelques jours plus tôt, par la même marque d'un but à deux.

Martin Engimo

INTERVIEW

Pascale Delcomminette : « Notre soutien à la restauration du patrimoine congolais nous tient à cœur »

Ayant participé à l'inauguration du nouveau centre culturel belge à Kinshasa, le 19 septembre, l'administratrice générale de Wallonie-Bruxelles international (WBI) est satisfaite des trente-six ans de l'institution au cœur de la coopération culturelle entre la République démocratique du Congo (RDC) et son pays. Elle en parle dans cette interview accordée au «*Courrier de Kinshasa*», au terme de son séjour dans la délégation du ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Pierre-Yves Jeholet.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Pourriez-vous éclairer la lanterne de nos lecteurs sur l'agence Wallonie-Bruxelles international ?

Pascale Delcomminette (P.D.) : Wallonie-Bruxelles international, WBI, est en quelque sorte le ministère des Affaires étrangères de la Belgique francophone. A ce titre, nous nouons des accords de coopération avec des pays parce que les entités comme la communauté française, la Wallonie, ont des compétences internationales. Nous soutenons aussi les artistes dans leurs projets d'internationalisation en les aidant à s'exporter. Nous soutenons aussi les chercheurs, les boursiers, les étudiants dans leur démarche internationale. Pour y parvenir sur le terrain, nous nous appuyons sur seize délégations générales, à l'instar de celle de Kinshasa. Nous avons aussi des centres culturels, un situé à Paris et l'autre qui est opérationnel, depuis des années, ici à Kinshasa. Bien rebâti, il va permettre d'offrir de nouvelles possibilités de partenariats, de collaborations, des mises en valeur des artistes du Congo, mais aussi de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous avons aussi le Théâtre des Doms, à Avignon, qui est une plateforme de rayonnement culturel pour nos artistes.

L.C.K. : Le centre culturel de Kinshasa est implanté depuis 1986. Quel bilan faites-vous de ce parcours, une histoire construite sur trois décennies ?

P.D. : Le bilan est positif. Nous avons pu accueillir beaucoup de partenaires dans ce centre, des artistes de Wallonie-Bruxelles et surtout du Congo à la fois. Je pense que des liens se sont créés entre les deux communautés. Et maintenant, nous



Pascale Delcomminette, administratrice générale de WBI/Adiac

allons vraiment pouvoir changer de braquet, comme on dit chez nous, monter en puissance avec ce nouvel outil, de nouveaux espaces proposés à tous nos opérateurs. Que ce soient des académiques mais surtout des culturels pour créer davantage de connexions avec le monde artistique, les partenaires congolais et ceux de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ceci, parce que nous avons maintenant plus de capacités de valorisation, de rayonnement de nos talents en proposant une programmation à la fois pour les artistes de la RDC de sorte qu'ils se déploient, exposent ou délivrent des spectacles divers ou même présentent des livres, mais aussi en renforçant la présence des artistes et opérateurs culturels de la Fédération Wallonie-Bruxelles ici au Congo pour créer des partenariats. Je pense que nous sommes ensemble, et c'est ce principe que nous voulons déployer entre nos artistes, nos opérateurs et ceux de la RDC pour que la créativité soit de plus en plus interna-

tionale. Mais aussi que la culture des uns alimente celle des autres sans perdre son âme, dans le but de s'enrichir mutuellement.

L.C.K. : Quelle était votre visée en venant à Kinshasa dans la délégation du ministre-président ?

P.D. : La visée était ce grand moment de l'inauguration bien évidemment. Voir ensuite comment nous allons rebondir avec ce nouvel outil. Nous constituons à présent un comité de programmation avec les responsables de Kinshasa mais aussi tous nos experts culturels en Fédération Wallonie-Bruxelles. Voir à quoi ressemble ce magnifique nouvel outil ne nous a pas déçus. Nous avons aussi visité quelques projets démontrant,

pour que cela se fasse.

L.C.K. : Pourriez-vous nous parler brièvement des projets soutenus jusqu'ici par WBI ? Quel est votre constat après en avoir fait le tour ces trois jours ?

P.D. : Chez les très jeunes, nous avons des projets de soutien à la promotion de la langue française avec notamment Bibliomallés. Nous avons soutenu la formation des maîtres à distance ainsi que le concours «*Ma thèse en 180 secondes*» mais aussi le projet entrepreneurial Kobo Hub pour développer des incubateurs pour les jeunes actifs dans les industries créatives culturelles. Nous voulons vraiment couvrir l'ensemble de la chaîne de développement des individus, des citoyens. Au travers de ces projets-là, j'ai vraiment constaté la richesse de la jeunesse. Le débat mené par les élèves du primaire et du secondaire sur l'histoire de la RDC a révélé leur niveau incroyable de

tions au registre de l'état civil, etc. Le constat, c'est qu'à ce niveau le challenge est important. Mais nous pensons aussi que les gouvernements doivent se reposer sur la jeunesse et leur donner la possibilité de s'exprimer et peut-être de donner des pistes à travers une sorte d'états généraux de la jeunesse qui pourraient aider les gouvernants à choisir les bonnes voies. Je crois que les jeunes sont prêts à le faire.

L.C.K. : Quel est votre ressenti personnel au vu de la scène culturelle locale ?

P.D. : J'ai été éblouie par le jeune groupe qui s'est produit à l'inauguration du centre culturel, il était exceptionnel. Il a chanté et dansé à la fois le Roi lion, Stromae et d'autres choses, fait une réinterprétation d'une grande qualité. On le sait, la scène culturelle congolaise et en l'occurrence kinoise est très créative. Elle inspire beaucoup d'artistes de chez. Nous serons à cet effet vraiment ravis de



Kathryn Brahy, déléguée générale de WBI, P. Delcomminette et le M-P Pierre-Yves Jeholet immortalisant leur passage à Kobo Hub/Adiac

par exemple, que notre soutien à la restauration du patrimoine congolais nous tient à cœur. C'est certainement un axe que nous allons encore cultiver, qui s'inscrit tout à fait dans l'esprit de la restitution. Je pense que tout le travail de restauration du patrimoine culturel déjà présent ici fait aussi partie de cet esprit-là. Commençons par sauver, remettre en état tout celui d'ici, aider à sa conservation, je crois que cela fait partie des choses que nous voulons soutenir. Nous avons aussi parlé de la rumba parce que nous avons été un acteur important à contribuer pour qu'elle soit inscrite au patrimoine de l'Unesco, c'était essentiel. Notre déléguée générale n'a pas ménagé ses efforts

maturité. Un sens de la responsabilité aussi en tant que citoyens de la RDC. Je repars d'ici très confiante sur le fait que cette génération-là peut vraiment donner le change. La jeunesse est importante ici en RDC comparée à la population vieillissante chez nous en Belgique. Pour moi, c'est une richesse qui n'est pas facile à aiguiller parce qu'il y a beaucoup d'enjeux à prendre en compte. Pour cela, il faut les aider à développer et soutenir le développement de la RDC. Cela me donne beaucoup d'espoir mais l'on est tout de même conscient qu'il reste encore beaucoup à faire après avoir été dans les quartiers plus difficiles, notamment pour les maisons de quartier, les inscrip-

mettre ces artistes en valeur. L'exposition de peinture Bouche cousue, avec beaucoup d'artistes peintres et des sculpteurs, a montré des œuvres de grande qualité de sorte que je mise beaucoup sur cette combinaison de talents entre la RDC et la Fédération Wallonie-Bruxelles pour que la scène culturelle explose encore davantage. Une explosion de créativité et de couleurs entre nos deux pays.

L.C.K. : Est-ce votre première à Kinshasa ?

P.D. : Non, c'est ma troisième ou quatrième venue, je pense. Je reviendrai avec grand plaisir. Je n'attendrai plus sept ans !

Propos recueillis par Nioni Masela

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



SOMALIE

La guerre totale engagée par le pouvoir porte un coup dur aux insurgés

Depuis que les autorités actuelles sont arrivées au pouvoir en mai dernier, elles ont promis d'éradiquer par « une guerre totale » l'activité des islamistes shebab radicaux qui combattent le gouvernement voici quinze ans. Et sachant que le pays fait toujours face à un regain de violences, le pouvoir s'emploie à y ramener la paix par des opérations musclées, et a appelé la population à s'éloigner des zones où les djihadistes se sont réfugiés ou contrôlent.

« Nous combattons les shebab en utilisant tous les moyens que permet la guerre, ils seront bombardés, visés par des raids et soumis à des frappes aériennes, alors (...) tenez-vous à l'écart d'eux », a déclaré le président Hassan Cheikh Mohamoud, à l'issue d'une réunion avec les dirigeants des Etats fédérés. « Tout membre des shebab est une cible, toute armée shebab est une cible, de la même manière qu'ils ciblent et tuent le peuple somalien », a-t-il affirmé, demandant aux habitants du pays d'éviter d'être touchés dans la guerre contre les islamistes puisqu'ils ne sont pas les shebab visés.

Plus que déterminé à éliminer ces djihadistes, le chef de l'Etat, qui organise de temps à autres des réunions sur la sécurité nationale avec les dirigeants des Etats fédérés, leur a demandé de se joindre à l'action enclenchée par le gouvernement. « Je sais que le peuple somalien est fatigué des condoléances et du deuil sans fin, je sais que vous perdez des gens respectables dans chaque attaque menée par les terroristes. Je vous invite donc à vous

préparer à une guerre totale contre ces gens sans pitié qui sont hostiles à notre paix », a lancé le chef de l'Etat dans un communiqué publié par la présidence. « Nous sommes déterminés à affaiblir les terroristes qui détruisent notre peuple jusqu'à ce que toutes les zones qu'ils contrôlent soient libérées, c'est une

les Etats-Unis.

Les forces américaine et africaine en appui à l'armée régulière

La frappe de drone lancée par l'armée somalienne et ses « partenaires internationaux de sécurité » a atteint ce chef terroriste près de la ville côtière de Haramka, a indiqué

lié à Al-Qaida, et considéré comme le candidat devant prendre la tête du mouvement à la place de son chef malade, Ahmed Diriye. Il était un des sept dirigeants désignés par les Etats-Unis sur leur liste des personnes les plus recherchées en 2012. « Son élimination est comme une épine retirée de la Somalie en tant

l'Éthiopie. Cette opération et bien d'autres visant à accompagner l'armée somalienne dans la lutte contre les shebab se réalisent après que le président américain, Joe Biden, a décidé de rétablir une présence militaire en Somalie, approuvant une demande du Pentagone qui jugeait trop risqué et peu efficace le système de rotations décidé par son prédécesseur, Donald Trump, à la fin de son mandat.

« Les frappes défensives ont permis aux forces de l'armée nationale somalienne et de la Mission de transition en Somalie (Atmis, ex-Amisom), la force de maintien de la paix de l'UA de reprendre l'initiative et de poursuivre leur opération destinée à empêcher les opérations des shebab dans la région du Hiiraan », commente le commandement militaire américain en Afrique (Africom). Concrètement, ce sont de fréquents raids et frappes de drones qui sont menés dans toute la Somalie en réponse aux demandes de l'armée somalienne et Atmis, engagées dans leur plus vaste offensive conjointe depuis cinq ans contre les islamistes.

Nestor N'Gampoula

« Nous sommes déterminés à affaiblir les terroristes qui détruisent notre peuple jusqu'à ce que toutes les zones qu'ils contrôlent soient libérées, c'est une priorité pour notre gouvernement. La préparation et la mise en œuvre de ce plan sont en cours »

priorité pour notre gouvernement. La préparation et la mise en œuvre de ce plan sont en cours », a-t-il souligné, sans donner plus de détails.

Fort de l'ambition nourrie de pacifier le pays, le pouvoir somalien est parvenu à tuer, le 1er octobre, lors d'une frappe aérienne lancée dans le sud Abdullahi Yare, un des plus hauts dirigeants du mouvement djihadiste des shebab, dont la tête était mise à prix pour 3 millions de dollars par

le ministère de l'Information dans un communiqué. « Ce leader (...) était le prédicateur en chef du groupe et un des membres les plus notoires du groupe shebab », précise-t-on, ajoutant qu'il était également « l'ancien chef du conseil de la Choura et le directeur des finances du groupe », en référence à l'organe de conseil suprême des shebab.

Abdullahi Yare était en même temps cofondateur du groupe

que nation », a fait remarquer le ministère somalien de l'Information.

Outre la mort de ce dirigeant d'Al-Qaida et de plusieurs autres terroristes intervenue ces derniers temps, l'armée américaine avait affirmé, le 21 septembre, avoir tué vingt-sept combattants djihadistes lors d'une frappe aérienne menée près de Bulobarde, la principale ville sur la route reliant Mogadiscio à Beledweyne, une ville clé à la frontière avec

LIBERIA

Saisie de cocaïne d'une valeur de 100 millions de dollars

L'Afrique de l'Ouest est devenue la nouvelle zone de transit préférée pour les drogues produites en provenance d'Amérique latine et destinées à l'Europe. Avec l'aide du bureau international des stupéfiants et de l'application des lois des Etats-Unis, les autorités libériennes ont saisi 520 kilogrammes de cocaïne d'une valeur estimée à 100 millions de dollars.

« Je suis ici pour confirmer une saisie majeure qui a été menée le 1^{er} octobre et qui a conduit à la prise de 100 millions de dollars de cocaïne pure », à Topoe village, dans la banlieue ouest de la capitale Monrovia, a déclaré le ministre libérien de la Justice, Musa Dean. Un Bissau-Guinéen « a été arrêté et est en détention », ainsi qu'une personne d'origine libanaise, a-t-il ajouté. Les deux arrestations ont été confirmées par l'Agence nationale de lutte contre la drogue (DEA), précisant que d'autres complices étaient encore en fuite. En revanche, elle n'a pas confirmé les informations partagées sur les réseaux sociaux selon lesquelles la drogue aurait été stockée dans des conteneurs

de poisson congelé. L'enquête serait en cours. « Le gouvernement des États-Unis félicite l'action rapide de la DEA et de l'Agence nationale de sécurité qui a abouti à l'interception d'une cargaison de plus de 520 kilogrammes de cocaïne, et à l'arrestation de deux trafiquants de drogue présumés (un Bissau-Guinéen et un Libanais) », a déclaré l'ambassade des Etats-Unis à Monrovia. « Le succès de cette opération est le résultat direct d'une excellente communication entre les organismes chargés d'appliquer les lois du monde entier, notamment le Brésil, les États-Unis et le Liberia, entre autres », a-t-elle poursuivi.

Noël Ndong

MAROC/ESPAGNE

Démantèlement de cellules terroristes jihadistes dormantes

Les polices espagnole et marocaine ont démantelé une « cellule terroriste » soupçonnée de liens avec l'organisation jihadiste Etat islamique, lors d'une opération sécuritaire conjointe, a-t-on appris de sources policières.

L'opération a abouti à l'interpellation de neuf personnes dans l'enclave espagnole de Melilla (nord du Maroc) et de deux autres à Nador, ville proche de Melilla, précise un communiqué de la police marocaine. Les deux suspects appréhendés à Nador, âgés de 34 et 39 ans, ont été placés en garde à vue. Des sources policières espagnoles interrogées ont fait état, quant à elles, de l'arrestation de dix personnes dans l'enclave de Melilla et d'une autre à Grenade, dans le sud de l'Espagne. Selon la police marocaine, des perquisitions ont permis la saisie de « matériels informatiques » sous forme de téléphones mobiles, de cartes SIM, d'un ordinateur et de supports numériques. Les suspects faisaient « l'apologie de l'idéologie extrémiste à travers la diffusion de discours et de contenus

numériques via les systèmes informatiques ou la communication directe, afin d'embrigader et d'enrôler des personnes pour rejoindre les organisations terroristes », d'après la même source. Le chef présumé du réseau a des liens avec une autre cellule démantelée en décembre 2019 dans la banlieue de Madrid et à Nador, dans le cadre d'une opération conjointe de policiers marocains et espagnols, ajoute le communiqué. Le Maroc et l'Espagne ont repris officiellement leur coopération sécuritaire en avril dernier, après avoir mis fin à leur différend sur la question du Sahara occidental. La police marocaine affirme avoir démantelé plus de 2 000 cellules jihadistes et interpellé plus de 3 500 personnes dans le cadre d'affaires liées au « terrorisme » depuis 2002.

N.Nd.

JUSTICE

Les avocats face à leur responsabilité

Le premier président de la Cour suprême, Henri Bouka, au cours d'une communication faite le 6 octobre à l'endroit de l'Union des jeunes avocats de Brazzaville (UJAB), a rappelé le rôle que ces professionnels du droit devraient jouer dans la construction d'un Etat de droit.

La communication d'Henri Bouka s'inscrit dans le cadre de la Semaine du jeune avocat de Brazzaville, organisée du 3 au 8 octobre par l'UJAB sur le thème « L'avocat au cœur de la construction d'un Etat de droit ». Répondant aux interpellations du bâtonnier du barreau de Brazzaville, Me Eric Christian Locko, et du président de l'UJAB, Me Scrutin Mabiking Mouyeti, sur les maux qui minent la justice congolaise, le premier président de la Cour suprême a rappelé que dans une nation jeune qui se cherche comme le Congo, l'homme est au centre de tout.

« Au centre de l'Etat de droit, au centre d'une justice qui rassure les justes, punit les fossoyeurs de tout acabit et par la pertinence de ses interventions, dissuade les pourfendeurs des efforts de l'ensemble, il n'y a que l'homme et l'homme seul », a-t-il insisté.

Dévoilant le portrait-robot de cet homme, Henri Bouka a parlé d'un magistrat juste et honnête, travailleur acharné, respectueux des lois de son pays, respectueux de la morale et du droit. Un magistrat qui répugne et déteste



Les membres de l'UJAB/Adiac

à la fois les basses besognes, le passe-droits, celui qui ne monnaie pas, de quelque manière que ce soit, les devoirs de sa fonction. Cet homme, c'est aussi, a-t-il indiqué, un avocat qui doit être travailleur acharné, suivre les dossiers, dénoncer les dérives quelles qu'elles soient et quelle que soit la personne ou les personnes dont elles émanent.

« Vous devez être ces avocats qui ne confondent pas leurs honoraires avec ce qui revient à vos clients. Vous devez être ces avocats qui ne sollicitent pas mille

et un renvois pour uniquement gagner du temps et pour ensuite dire que la justice est trop lente, que les cours et tribunaux devraient se prononcer dans des délais plus courts, parce que, plus tôt la justice est rendue, plus crédible elle sera aux yeux des justiciables », a-t-il martelé, précisant que c'est ensemble que les changements attendus seront apportés.

Le Congo a adopté plusieurs instruments juridiques tant au niveau national qu'international pour s'arrimer aux exigences d'un Etat de droit. Mais, la mai-

son justice est actuellement en proie à plusieurs maux dont le trafic d'influence de certains politiques et de certaines autorités judiciaires dans l'administration judiciaire.

La Cour suprême est une juridiction de contrôle. Elle ne rend pas, a rappelé Henri Bouka, des jugements judiciaires entre les parties. Sa mission consiste à s'assurer, par la voie du jugement des pourvois, si les lois de la République ont été bien appliquées à chaque cas d'espèce porté devant les cours d'appel et exception-

nellement devant les juridictions d'instance, dans les rares cas où celles-ci jugent en premier et dernier ressort. « La Cour suprême est donc le juge des jugements et arrêts rendus par les cours d'appel et par les tribunaux, dans les cas où la loi, expressément, a fermé la voie de l'appel et ouvert aux parties mécontentes la seule voie du pourvoi en cassation », a conclu le président de la plus haute juridiction.

Après avoir écouté le message d'Henri Bouka, le président de l'UJAB a estimé que les jeunes avocats vont l'intérioriser pour la bonne image de la justice congolaise. « Le premier président de la Cour suprême, qui est aussi bâtonnier honoraire, a rappelé les devoirs des magistrats et nous a appelés à agir pour la construction de la justice. Nous ne pouvons pas dire que tout va bien dans notre maison de justice, il y a des faits qui sont déplorables, tous les acteurs de la justice sont tenus de travailler pour améliorer son image. Ce qu'il a dénoncé est évidemment normal », a indiqué Scrutin Mabiking Mouyeti.

Parfait Wilfried Douniama

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Le PCT tire les leçons de sa participation

Le bureau politique du Parti congolais du travail (PCT) a tenu sa septième réunion extraordinaire, les 4 et 5 octobre à Brazzaville, au cours de laquelle il a adopté son rapport sur les élections de juillet dernier. Le parti se réjouit d'avoir obtenu à lui seul 111 députés et 650 élus locaux à l'issue de ces consultations.

Trois points étaient inscrits à l'ordre du jour de la septième réunion extraordinaire du bureau politique du comité central du PCT, présidée par son secrétaire général, Pierre Moussa. En premier lieu, les membres du bureau politique ont approuvé le rapport des élections législatives et locales de juillet 2022.

Le texte adopté fait état de ce que le PCT a récolté une bonne moisson à l'issue de ces consultations électorales, ayant obtenu à lui seul 111 sièges à l'Assemblée nationale, sur les 151 mis en jeu et 650 élus locaux sur les 1154 concours. Une performance électorale remarquable qui, selon Pierre Moussa, est la résultante de « la grandeur et du poids politique » du PCT sur l'échiquier politique national. « Cette performance électorale remarquable est la résultante d'un travail acharné réalisé par toutes les instances du parti, suivant les directives du bureau politique et les orientations du président du Comité central, le camarade Denis Sassou N'Guesso. Nous saisissons cette occasion pour féliciter les camarades qui ont exécuté avec honneur et dignité l'ambition électorale de notre parti dans les différentes circonscriptions », a souligné Pierre Moussa.

Après avoir entériné la synthèse de sa sixième réunion, le bureau politique a approuvé son rapport d'activités 2022. Il s'agit de l'ensemble des activités menées par le parti dans l'intervalle de janvier à septembre. A ce propos, le porte-parole du PCT, Parfait Iloki, a fait savoir que le parti a bien exécuté sa feuille de route ces dix derniers mois. Notons que le bureau politique du PCT est composé de 75 membres. Il est l'organe supérieur de la direction du parti dans l'intervalle des sessions du Comité central, et est chargé de l'orientation et du contrôle des activités du secrétariat permanent qui comprend 15 membres.

Firmin Oyé

BACONGO 1

Gérald Préférence Matsima Kimbembe s'engage à mieux faire

Le député de la première circonscription de Baongo Gérald Préférence Matsima Kimbembe a dévoilé le 4 octobre à Brazzaville, la nouvelle politique qu'il entend mener au cours de sa deuxième mandature.

Dans un document intitulé « la vision sociale et humaniste », l'élu de Baongo 1 compte assister au mieux ses mandants surtout au niveau des œuvres caritatives. Il s'agit, a-t-il souligné, de privilégier en amont la formation qualifiante et l'apprentissage des mandants dans les métiers et les services, comme la maçonnerie, la plomberie, l'électricité, l'hôtellerie, la coiffure l'esthétique, coupe et couture, conduite automobile, commerce de détails et autres.

Il entend également encourager l'esprit d'entreprise au sein de la population de sa circonscription, appuyer les initiatives commerciales et entrepreneuriales créatrices de richesse et d'emploi. Promouvoir les valeurs favorables au développement, desserrer l'étau des contraintes sociales.

Dans les plus brefs délais, Gérald Préférence Matsima Kimbembe entend réhabiliter le portail de l'école Auguste- Bitsindou, ainsi que l'éclairage et certaines artères de sa circonscription.

Pour son second mandat, l'élu de



Gérald Préférence Matsima Kimbembe expliquant sa nouvelle vision/DR

Baongo a également retenu de travailler avec les associations de la société civile comme les mutuelles, mais surtout impliquer les nombreux jeunes au chômage dans les formations pointues.

Rappelons que lors de son premier mandat, l'élu de la première circonscription de Baongo l'a surtout consacré aux œuvres humanitaires, notamment l'as-

sistance des démunis, aux dotations dans certaines organisations et surtout à la réalisation d'un certain nombre d'ouvrages parmi lesquels, la réhabilitation totale d'un bâtiment de l'école primaire de Mbiémo, ce qui a énormément réjoui les parents des élèves fréquentant l'établissement.

Jean Jacques Koubemba

À Brazzaville, le groupe Bolloré offre une salle multimédias aux étudiants de l'école nationale supérieure polytechnique de l'Université Marien-Ngouabi

Le 29 septembre 2022, à l'occasion du Marathon day, le groupe Bolloré au travers de ses filiales Bolloré Transport & Logistics et Vivendi a offert une salle multimédias aux étudiants de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique (ENSP) de l'université Marien Ngouabi, première université publique du pays.

La salle a été rénovée et équipée de 20 ordinateurs complets avec une connexion internet illimitée 24h/24 et 7 jours/7. Elle va favoriser la formation académique de plus de 900 étudiants qui y évoluent tous les ans. C'est le fruit de la participation de Bolloré Transport & Logistics, Congo Terminal, GVA Congo, Canal+, Canal Olympia et Terminaux du Bassin du Congo (TBC).

« Notre engagement sociétal vise à donner à la jeunesse les clés de son autonomie en renforçant les capacités des systèmes éducatifs locaux. Désormais dans une salle à Brazzaville, les étudiants de l'ENSP pourront puiser le savoir du monde entier et exceller dans leur travail » soutient Dzema AYEISSA-NDINGA,



Directeur Général Adjoint des Terminaux du Bassin du Congo (TBC). « L'accompagnement des filiales congolaises du Groupe Bolloré est un geste fort pour soutenir la formation académique des jeunes. Nous les remercions en espérant que ce ne sera pas leur dernière action » déclare Robert NGOMEKA, chef de Cabinet de la vice-présidente de l'université Marien Ngouabi. L'Ecole Nationale Supérieure Poly-

technique (ENSP) est l'un des onze établissements que compte l'Université Marien NGOUABI (UMNG) de Brazzaville. Elle fût créée en 1996 sur les cendres de l'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique (ENSET). Elle vise à former les cadres opérationnels dans les domaines du génie mécanique, du génie civil, du génie électrique et des sciences et technologies alimentaires.

À propos du Groupe Bolloré au Congo

Présent au Congo dans le transport et la logistique, la communication et le divertissement, le Groupe Bolloré participe à la transition énergétique grâce à ses solutions d'alimentation à base de l'énergie solaire. Avec plus de 1 500 collaborateurs congolais à travers ses agences de Pointe Noire, Brazzaville et Dolisie, le Groupe Bolloré s'investit dans l'amélioration des compétences de ses collaborateurs et participe activement au développement socio-économique du pays au moyen d'actions de responsabilité sociétale dans les secteurs de l'éducation, l'environnement et la réinsertion sociale.

veloppement socio-économique du pays au moyen d'actions de responsabilité sociétale dans les secteurs de l'éducation, l'environnement et la réinsertion sociale.

Contact presse :

Ghislain Maginot, Chef section Médias
- Bolloré Transport & Logistics
T +242 05 775 02 10
ghislain.maginot@bolloré.com



Bertrand Awassi, Adelard Awassi, Natacha Awassi, Mme Apele née Awassi Sonia, Mme Backenga née Awassi Diane, Mme Coelho née Awassi Anaëlle, portent à la connaissance des parents, amis et connaissances, la disparition de leur père Jean Habib Awassi, magistrat à la retraite survenue le jeudi 29 septembre 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis n°41 avenue Nelson Mandela au Centre-ville de Brazzaville.

L'inhumation a lieu le mardi 11 octobre 2022 au cimetière du Centre-ville.

Programme des funérailles de Mme Taty's Costodes Modestine Colette née Ngangoué



Yvette Reine Nzaba, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les familles Gangoué; Pierre Mbéri et Taty's Costodes, mesdames Makita Nicole, Mabilia Aimée Evelyne, Matoko Chantal, Mabilia Sandrine et Mr Mabilia Willy, sans oublier la grande famille du Ministère Chrétien du Combat Spirituel, ont la profonde douleur d'informer aux parents amis et connaissances, le décès de leur maman, épouse, belle-mère, tante et sœur, la servante de Dieu, la sunamite Mme Taty's Costodes Modestine Colette, née Ngangoué, survenue le 26 septembre 2022 à Brazzaville des suites d'une courte maladie.

Le programme des funérailles est établi comme suit :

Vendredi 7 octobre 2022

- 09h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU Brazzaville
- 09h30 : recueillement dans la salle VIP
- 10h00 : départ pour le domicile familial
- 10h30-11h30 : recueillement
- 11h30-11h45 : oraison funèbre
- 11h45-12h30 : Culte d'action de grâce
- 12h30-13h30 : Animation
- 13h30 : départ pour le cimetière du Centre-ville
- 14h30 : retour au domicile familial
- 16h00 : fin de la cérémonie



La grande famille de Conseimmo Etude S.I collaborateur des Dépêches de Brazzaville, Julie Ntangou, la famille kikouta (Princilia, Bob et Lolo) ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur soeur Stella Kikouta, agent de la BGFIBank, survenu le 1er octobre 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°54 de la rue Jolie à Bacongo.

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Samedi 8 octobre :

- 9h00 : levée de corps à la morgue du CHU ;
- 10h00 : recueillement sur place dans la salle VIP ;
- 12h00 : messe de requiem en la paroisse Notre-Dame de Bacongo ;
- 13h00 : départ pour le cimetière du Centre-ville ;
- 15h00 : retour et fin de la cérémonie.

CANAL+ CONGO fait un don de fournitures scolaires aux enfants de l'orphelinat Cœur de Paola à Pointe noire.

Avec la rentrée scolaire qui approche, CANAL+ CONGO, toujours fidèle à ses engagements, a procédé le vendredi 23 septembre dernier à la remise d'un don composé de fournitures scolaires aux enfants de l'orphelinat Cœur de Paola à Pointe noire, orphelinat sous tutelle de l'Association de Soutien des Orphelins du Congo (ASSOC). Cette action entre en ligne de compte du Projet « Orphée », projet né de la volonté du Groupe CANAL+ en tant qu'acteur majeur de l'audiovisuel et du cinéma qui élève ses engagements sociétaux au cœur de sa stratégie d'entreprise.



« **Pour un enfant c'est important de rêver, quel que soit son origine, son rang social, un enfant a le droit de rêver et a droit à l'éducation** », a déclaré Mme Annick FOTUE, Chargé de Projets à la Direction des Affaires Corporates Afrique du Groupe CANAL+ AFRIQUE, accompagné par M. Emmanuel Fontana NDZAH, Responsable Communication chez CANAL+ CONGO.



Pour participer à l'éveil des enfants, CANAL+ CONGO a également rénové une salle et équipé cette dernière d'un poste téléviseur de 50 pouces avec un abonnement annuel à la formule Evasion+ afin de permettre aux enfants de profiter des meilleurs programmes éducatifs sur des chaînes dédiées telles que Nathan+ ou LudiKids dans un espace récréatif.



Heureux de recevoir ce don, M. Wilfried ANKELE, Responsable logistique et Événementiel de l'ASSOC, a salué et remercié CANAL+ CONGO pour cet élan de solidarité. « **Ce don matérialise désormais le partenariat qui existe entre l'ASSOC et CANAL+ CONGO pour permettre aux enfants de notre orphelinat de garder le sourire** », a-t-il déclaré au nom du bureau de l'association et de tout le personnel.

A titre de rappel, le Projet Orphée est un projet panafricain qui vise à offrir un cadre d'éveil et de divertissement aux enfants fragilisés. Epris de joie, les enfants ont manifesté leur gratitude vis-à-vis de CANAL+ CONGO par des pas de danse et de la poésie.



A propos de CANAL+ CONGO

CANAL+ CONGO est une filiale du groupe CANAL+ International, société spécialisée dans l'édition et la commercialisation des chaînes CANAL+ spécifiquement pour le continent africain. Elle distribue les chaînes CANAL+ par satellite dans 20 pays d'Afrique centrale et de l'ouest. A travers Mycanal, son application de TV mobile, elle offre à ses abonnés la possibilité d'accéder à plus de 200 chaînes TV dans l'ensemble des contenus et programmes proposés par CANAL+ en direct et en replay sur leurs tablettes ou leurs smartphones. Par le biais de ses activités, Canal+ Congo a déjà créé plus de 1.000 emplois directs et indirects.

CONTACTS PRESSE

Département Communication CANAL+ CONGO :

Responsable Communication : **Emmanuel Fontana NDZAH**
Tel : 00(242) 06 735 16 01
E-mail : emmanuelfontana.ndzah@canal-plus.com

Chargé Communication : **Marlène KOULIMBA**
Tel : 00(242) 06 510 94 34
E-mail : marlene.koulimba@canal-plus.com

HYDROCARBURES

Chevron veut investir dans le gaz au Congo

À la tête d'une délégation de pétroliers américains, le directeur général Afrique centrale et australe de Chevron, Billy Lacobie, a été reçu, le 6 octobre à Brazzaville, par le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua. Les deux parties ont évoqué leurs futurs projets dans le domaine de la transition énergétique et de la production du gaz.

Nouvellement nommé à la tête de la région Afrique centrale et australe de la compagnie pétrolière américaine, Billy Lacobie est venu présenter les civilités au ministre des Hydrocarbures ainsi que les projets d'investissement de sa filiale congolaise. L'objectif de la visite au Congo, a-t-il précisé, est non seulement d'échanger autour de la vision du gouvernement congolais en matière de transition énergétique, mais également pour les futurs investissements.

La compagnie Chevron est présente en République du Congo depuis plusieurs années et entend lancer de nouvelles explorations des hydrocarbures et développer des opportunités dans le domaine du gaz. D'après le directeur général Afrique centrale et

australe du groupe, il s'agit des priorités d'investissement de Chevron Congo.

Après la rencontre avec le ministre de tutelle, la délégation de Chevron a été reçue par le Premier ministre, Anatole Colinet Makosso.

Basée en Californie, aux Etats-Unis, la compagnie Chevron est présente dans plus de cent quatre-vingts pays et œuvre dans chaque aspect de l'industrie du pétrole et du gaz : exploration et production ; raffinage, vente et transport ; fabrication et vente de produits chimiques ainsi que la production d'électricité. Au Congo, elle développe le champ gazier et pétrolier de Lianzi, à cheval entre les zones maritimes de l'Angola et du Congo.

Fiacre Kombo



Les deux parties lors de l'entrevue/Adiac

SANTÉ PUBLIQUE

Renforcement des capacités sur le leadership et le management

Le personnel du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) a été en formation sur le leadership et le management, du 3 au 5 octobre à Brazzaville, afin d'assurer une meilleure prise en charge de la maladie.

L'objectif est d'offrir aux bénéficiaires de la formation des exercices pratiques de renforcement des compétences liées au leadership et à la gestion, de développer le style de leadership, de construire une vision partagée, de favoriser une culture d'apprentissage y compris la rétroaction.

Le paludisme, en effet, demeure un réel problème de santé publique au Congo. La maladie est l'une des premières causes de consultation avec 71%, d'après le rapport du PNL 2021, soit 56% d'hospitalisation et 42% du taux de mortalité. En consultation externe, le paludisme représente 66% des causes d'hospitalisation et 23% des causes de décès au niveau des hôpitaux.

Le vecteur le plus fréquent est l'anophèle gambiae avec la principale espèce plasmo-



Une vue des participants/Adiac

diale. Toute la population est exposée au risque de contracter la maladie mais les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans constituent les groupes les plus vulnérables.

L'atelier de formation sur le leadership et le management a été clôturé par le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population,

Jean Ignace Tendelet. Il a été organisé avec l'appui financier du Fonds mondial.

Jean Ignace Tendelet a assuré à leur partenaire le Catholic relief services (CRS) de la continuation du renforcement de collaboration et la coordination de leurs actions visant à appuyer l'amélioration de la qualité des services de santé.

Le représentant du CRS, Amakala Constantin Sodio, a rappelé le travail exécuté par le PNL, notamment le séminaire de formation, la période de coaching d'équipe ainsi que cette formation sur le leadership et le management.

Selon lui, le staff du programme de lutte contre le paludisme a bénéficié des

connaissances pour devenir des gestionnaires et leaders afin d'apporter les réformes dans les administrations.

En rappel, le CRS est une approche qui vise à renforcer systématiquement la capacité des partenaires gouvernementaux à devenir et à rester récipiendaires principaux pour les subventions du Fonds mondial. Il a bénéficié de la subvention NFM3 paludisme du Fonds mondial pour une période allant de janvier 2020 au 31 décembre 2023. A cet effet, le PNL est le sous-récepteur qui aura la charge de la gestion des fonds destinés à la mise en œuvre de certaines activités, conformément au contrat qu'il va signer avec le CRS.

Au terme de l'atelier les apprenants ont reçu des attestations de participation.

Lydie Gisèle Oko

SOLIDARITÉ

Concertation sur une nouvelle approche d'insertion sociale

Les acteurs impliqués dans le projet d'appui productif des personnes vulnérables dénommé « Telema » sont en concertation à Brazzaville, afin de mettre en place des outils innovants d'accompagnement des bénéficiaires pour une insertion socio-économique durable.

« Ce premier comité de pilotage du projet Telema va plancher sur le changement de paradigme d'accompagnement de la population vulnérable pour la sortir de la précarité », a fait savoir la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa, ouvrant les travaux de la concertation entre différents départements ministériels et autres partenaires, dont l'Agence française de développement (AFD), le 6 octobre à Brazzaville. Il est question, selon la ministre, d'agir ensemble pour la réduction de la pauvreté. Le directeur de l'AFD, Maurizio Cascioli, a abondé dans le même sens évoquant la disponibilité de sa structure à accompagner le Congo à



Le comité de pilotage du projet «Telema» se tient à Brazzaville/Adiac

réduire la vulnérabilité de la population, en améliorant la situation sociale et professionnelle des plus démunis. C'est, en effet, avec le financement de l'AFD que le projet « Telema » se réalise. A dire vrai, ce projet s'adresse aux jeunes de 16 à 29 ans ; adultes vulnérables de 30 à 59 ans, diplômés sans emploi, au chômage,

en situation de handicap ou non, qui sont en capacité d'exercer une activité génératrice de revenus ou de poursuivre une formation, en vue de leur insertion professionnelle et sociale. Le projet « Telema » n'est pas à confondre avec un autre projet dénommé « Lisungi », même si les deux sont de nature à offrir à la

population un socle de protection non contributive. Les champs d'action ne sont pas exactement les mêmes. Il convient de rappeler que la convention de financement du projet « Telema », entre le gouvernement et l'AFD, avait été signée le 27 novembre 2018. Le lancement officiel du projet a eu lieu le 23 janvier 2020.

En mars de la même année, la pandémie de covid-19 s'était déclarée. Le projet avait donc été réorienté à la prise en charge humanitaire de 5000 personnes. Ce 6 octobre, le premier comité de pilotage se concerte en vue de définir une nouvelle approche d'insertion sociale à travers le même projet.

Rominique Makaya

COMMUNE DE KINTÉLÉ

Des jeunes oisifs participent à un atelier sur le développement personnel

L'organisation non gouvernementale Union des jeunes pour l'entraide et le développement (Ujed) a ouvert, le 5 octobre dans la commune de Kintélé, un atelier sur le développement personnel au bénéfice des jeunes oisifs et des filles-mères.

La tenue de cet atelier a pour but d'apporter aux jeunes oisifs et filles-mères des techniques comportementales et relationnelles qui permettent d'adopter un bon positionnement, d'agir avec plus d'efficacité en favorisant une attitude adaptée dans les différentes situations.

Les participants, une quarantaine, vont suivre plusieurs sujets, entre autres, communication non violente, thérapies comportementales et cognitives, avoir accès aux meilleurs conseils, stimuler son énergie et trouver l'inspiration, s'entourer de personnes qui partagent le même état d'esprit, trouver sa mission de vie, adopter de bonnes habitudes, apprendre à gérer son temps et sa vie efficacement, cultiver la connaissance et la conscience de soi, améliorer ses perspectives de carrière et le programme de coaching. « J'ai retenu les principes du développement personnel comme se libérer des pensées négatives, trouver sa voie et fixer ses objectifs de vie, mettre de l'amour à la base de ses actions et adopter la culture du détachement », a indiqué Colombe Adzebo, une participante.

Le développement personnel permet d'obtenir de réels résultats positifs sur bien des aspects de la personna-

lité, notamment l'augmentation de la confiance en soi, la qualité indispensable en entreprise, au développement de la créativité, ou encore à l'ouverture des individus aux opportunités et bonnes idées.

Les jeunes oisifs et les filles-mères qui participent à cette formation ont des niveaux scolaires douteux et inférieurs. Ainsi donc, Nagassa Assang, l'un des formateurs, a indiqué : « Notre destin est-il inscrit dans notre quotient intellectuel ? Pas du tout. La notion habituelle d'intelligence néglige un aspect essentiel lié au comportement humain : nos émotions. Chacun peut améliorer son intelligence émotionnelle. Un quotient intellectuel (QI) élevé peut-être un handicap et la maîtrise des émotions un atout. A la différence du QI, l'intelligence émotionnelle n'est pas donnée une fois pour toutes. Bien au contraire : chacun de nous peut l'améliorer, pour peu qu'il apprenne à reconnaître et à utiliser l'ensemble de ses émotions... ».

Au terme de l'atelier, les participants recevront les attestations qui seront créditées par plusieurs organisations nationales et internationales.

Fortuné Ibara

DÉLINQUANCE

La justice appelée à lutter contre la montée de la violence

Face à la montée hallucinante de la violence dans les grandes villes du pays, perpétrée par des « Bébés noirs et Kulunas », l'implication des différents acteurs de la justice est plus que recommandée.

Le premier président de la Cour suprême, Henri Bouka, qui s'adressait aux jeunes avocats de Brazzaville, le 6 octobre, a déclaré qu'il appartient aux magistrats, avocats et autres professionnels du droit de vaincre le grand banditisme par une action plus vigoureuse, en adéquation avec les lois de la République. « C'est ensemble que nous allons imposer à tous la prééminence du droit, le règne de la justice... C'est par la pertinence du travail, par l'acharnement au travail que nous briserons les nouvelles formes de violences exprimées ici et là par des Kulunas impunis », a-t-il déclaré. Selon lui, certaines personnes disent que l'impunité des kulunas est de la faute de la justice qui ne juge pas vite, qui ne se montre pas éminemment dissuasive par l'exemplarité des peines prononcées. D'autres soutiennent que c'est par la faute des organes de police qui ne traquent pas, comme il convient, ces nombreux délinquants qui écument les cités et mettent en péril l'ordre public et la quiétude des citoyens.

A ces deux catégories, s'ajoute, d'après Henri Bouka, une autre qui n'hésite pas à accabler la société qui ne dénoncerait pas aux autorités compétentes les marginaux, se rendant ainsi complices par le silence. La dernière opinion se défoule, a-t-il dit, sur les avocats et prétend que c'est par leur faute que la violence perdure parce qu'ils ne parlent pas suffisamment fort pour faire entendre les voix des sans-voix, notamment celles de leurs clients, victimes d'actes abominables et ignobles contre leur intégrité physique ou d'actes de spoliation inadmissible de leurs biens.

« Les victimes de la violence ont aussi besoin que leurs droits soient protégés ; alors défendons leurs droits, ce sont aussi des droits humains. Ensemble, luttons sans merci contre la montée hallucinante de la violence et contre l'esprit mercantiliste qui ruine les efforts de l'élite en notre sein », a interpellé le premier président de la Cour suprême.

Parfait Wilfried Douniama

NUMÉRIQUE

Entretien avec Luc Missidimbazi, expert des télécommunications

Luc Missidimbazi, conseiller, chef du département Postes, Télécommunications et Numérique du Premier ministre du Congo, vient de participer au «Salon Ambition Africa 2022», événement business de référence entre l'Afrique et la France. Il répond aux questions des « Dépêches de Brazzaville ».

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Quelle est la teneur de votre contribution à la table ronde intitulée «Technologies et télécommunications : levier de croissance et d'inclusion pour l'Afrique» ?

Luc Missidimbazi (L.M.) : C'est sur invitation de Business France que nous avons participé à ce forum et fait entendre la voix congolaise au milieu de toutes ces représentations. Pendant cette table ronde, nous avons abordé l'état actuel du secteur du numérique et télécommunications en Afrique, les principaux défis des acteurs et des Etats. Ainsi, il a été question de l'impact du Web et services numériques sur le développement.

L.D.B. : En marge de cette rencontre, avez-vous noué des contacts en rapport avec les technologies et télécommunications ?

L.M. : Ce déplacement à Paris, pendant le salon Ambition Africa et BIG, a favorisé un grand nombre de rencontres avec des personnalités du secteur



Luc Missidimbazi au Salon Ambition Africa 2022, Paris 5 octobre 2022/DR

et les dirigeants d'entreprises ou d'institution. Notre intérêt était orienté sur le financement des structures privées, la formation des usagers et des experts, les institutions et des sociétés françaises orientées en export.

L.D.B. : Comment évolue l'écosystème digital au Congo Brazzaville ?

L.M. : L'occasion nous a été donnée de présenter les grandes évolutions de l'écosystème digital dans notre pays. Il faut rappeler que nous appliquons la politique du président

de la République, Denis Sassou N'Gusso, que le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a traduit pour l'insérer dans le programme gouvernemental décliné en douze batailles.

Le taux de pénétration internet dans le pays a significativement augmenté, cela grâce à l'installation des réseaux en fibres optiques. La couverture internet s'étend grâce à la mise en place du Fasuce, le fonds du service universel qui permet d'améliorer l'accès des zones rurales et de renforcer les infrastructures de formation.

On note une croissance du

nombre de comptes de paiement mobile et un taux de transaction en nette hausse ; une réglementation enrichie par des textes sur la cyber sécurité, la promotion des start-up et des données à caractère personnel.

Le progrès continu est encore plus prometteur car de nouveaux projets, à l'image du Projet d'accélération de la transformation numérique, nouvellement mis en place, ont été financés à hauteur de 100 millions pour les activités structurantes de ce secteur.

Il reste à développer des ser-

vices numériques, renforcer les infrastructures de transmission et de stockage, rendre opérationnels les organismes administratifs du secteur l'Agence du développement numérique, l'Agence de cyber sécurité et l'Asci.

L.D.B. : En tant que promoteur du Salon international Osiane, comment envisagez-vous le monde numérique ?

L.M. : Le Salon Osiane met en lumière, depuis huit ans, les progrès dans le secteur et fait aussi rayonner notre pays en Afrique et dans le monde dans le domaine de la Tech et de l'innovation. La Tech et l'innovation évoluent et continuent à influencer tous les secteurs économiques et sociaux grâce à des services numériques facilitant l'existence humaine. La création des services et l'appropriation par les usagers des outils numériques, en garantissant la sécurité, vont être la priorité des prochaines années.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma et Noël Ndong

ENVIRONNEMENT

L'Afrique a besoin d'investissements pour progresser vers l'élimination des énergies fossiles

L'Afrique s'est engagée à atteindre des émissions nettes de carbone nulles, mais elle a besoin de plus d'argent et de temps pour s'éloigner des combustibles fossiles sans compromettre son développement économique, ont rappelé, cette semaine, des responsables africains lors de rendez-vous internationaux.

Des responsables du Ghana, d'Afrique du Sud et de l'Union africaine (UA) ont ainsi déclaré, lors de conférences sur l'énergie cette semaine, que le continent n'était pas prêt à abandonner le charbon, le pétrole et le gaz.

«L'Afrique est pleinement convaincue et engagée en faveur d'un taux net zéro et soutient l'agenda climatique, mais là où nous divergeons, c'est sur le calendrier», a déclaré, en marge du sommet Green Energy Africa au Cap, la commissaire à l'énergie de l'UA, Amani Abou-Zeid.

La population africaine, qui s'élève à 1,3 milliard d'habitants, devrait doubler d'ici à 2050, et les pays de l'UA ont pour objectif de mettre une énergie abordable et fiable à la disposition de tous d'ici à 2063, a-t-elle ajouté.

Le financement de la transition écologique de l'Afrique sera probablement un des principaux points chauds de la COP27 de novembre au Caire, en Egypte. En vertu de l'accord de Paris de 2015, les nations riches ont l'obligation d'aider les pays en développement à réduire leurs émissions

«L'Afrique est pleinement convaincue et engagée en faveur d'un taux net zéro et soutient l'agenda climatique, mais là où nous divergeons, c'est sur le calendrier»

dans le cadre des efforts mondiaux de lutte contre le réchauffement climatique. Mais elles n'ont jusqu'à présent pas respecté leurs engagements.

Le vice-ministre ghanéen de l'Énergie, Mohammed Amin Adam, a estimé que les investissements internationaux

financer les mesures d'adaptation au climat. Selon le responsable ghanéen, la plupart des producteurs africains de pétrole et de gaz tirent l'essentiel de leurs recettes d'exportation de ces combustibles. «Si nous abandonnons cela, comment pouvons-nous même financer

notre capacité à nous adapter aux effets du climat ? Nous ne le pourrons pas. À moins que nous n'ayons un substitut pour nos revenus», a-t-il souligné.

Les pays africains sont parmi les plus exposés aux effets du changement climatique, notamment à l'aggravation

de la Semaine africaine du pétrole au Cap, le ministre sud-africain de l'Énergie, Gwede Mantashe, a déclaré qu'il n'était pas dans l'intérêt du pays d'abandonner trop rapidement le charbon, car cela nuirait à l'économie et coûterait des milliers d'emplois.

L'Afrique du Sud est le principal producteur et consommateur de charbon du continent et figure dans les douze plus grands pollueurs du monde. L'année dernière, le gouvernement avait obtenu 8,5 milliards de dollars de prêts et subventions d'un groupe de pays riches pour financer la transition vers des solutions plus écologiques. Mais l'accord est en suspens, dans un contexte de négociations tendues avec les pays donateurs sur la manière dont l'argent doit être dépensé.

L'année dernière, le gouvernement avait obtenu 8,5 milliards de dollars de prêts et subventions d'un groupe de pays riches pour financer la transition vers des solutions plus écologiques. Mais l'accord est en suspens, dans un contexte de négociations tendues avec les pays donateurs sur la manière dont l'argent doit être dépensé.

des sécheresses et des inondations, mais ils ne sont responsables que d'environ 3% des émissions mondiales de gaz carbonique, a rappelé en septembre l'ancien secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

S'exprimant lors d'un événement organisé dans le cadre

de la Semaine africaine du pétrole au Cap, le ministre sud-africain de l'Énergie, Gwede Mantashe, a déclaré qu'il n'était pas dans l'intérêt du pays d'abandonner trop rapidement le charbon, car cela nuirait à l'économie et coûterait des milliers d'emplois.

L'année dernière, le gouvernement avait obtenu 8,5 milliards de dollars de prêts et subventions d'un groupe de pays riches pour financer la transition vers des solutions plus écologiques. Mais l'accord est en suspens, dans un contexte de négociations tendues avec les pays donateurs sur la manière dont l'argent doit être dépensé.

Julia Ndko avec AFP

CHAN ALGÉRIE 2023

Les forces en présence

Le décor est planté pour la septième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) qui se disputera du 13 janvier au 4 février en Algérie.

La compétition mettra aux prises, pour la première fois de son histoire, dix-huit sélections. Elle sera relevée avec notamment la présence du Maroc, double tenant du titre (2018-2021); de la République démocratique du Congo, double vainqueur (2009 et 2016); la Libye, championne en 2014. Seule la Tunisie, vainqueur de l'édition 2011, manque à l'appel. Les anciens finalistes présents comme le Mali, le Ghana et l'Angola ambitionnent d'être sacrés pour la première fois. L'Algérie, pays organisateur, aimerait imiter le Maroc pour son retour en compétition douze ans après. Les Lions sénégalais sont eux aussi de retour après onze ans d'attente. Le plateau de la compétition est donc très riche.

Les forces en présence

Groupe E

Le Congo n'est pas logiquement favori dans cette compétition. Les Diables rouges auront leur carte à jouer dans le groupe E avec le Cameroun et le Niger comme adversaires. Cameroun : Dans le groupe E, les Lions indomptables sont les favoris. En Algérie, les Camerounais participeront à leur cinquième phase finale. Ils avaient occupé la 4e place lors de la dernière compétition qu'ils ont organisée à domicile, s'inclinant 0-2 face à la Guinée après avoir été battus en demi-finale 0-4 face au Maroc. En 2018, le Cameroun a terminé dernier de son groupe avec un point et éliminé dès le premier tour. En 2011 et 2016, les Lions indomptables ont été éliminés en quarts de finale respectivement par l'Angola (0-0 puis 7-8 aux tirs au but) puis par la Côte d'Ivoire (0-3). Après avoir atteint des demi-finales, le Cameroun peut revoir ses ambitions à la hausse.

Congo : Les Diables rouges participeront à leur quatrième phase finale après 2014, 2018 et 2020, décalée en 2021. Dans cette compétition, le Congo ambitionne au moins d'atteindre le dernier carré. Lors de leurs trois dernières participations, les Diables rouges ont été éliminés à deux reprises à l'étape des quarts de finale, après les épreuves fatidiques des tirs au but. Au Cameroun, les Congo-



Le Maroc, double vainqueur en 2018 et 2021, remet son titre en jeu/AFP

lais se sont inclinés 4-5 face au Mali, futur finaliste après un score de 0-0 au temps réglementaire. En 2018, le Congo s'est incliné 3-5 aux tirs au but également, après un score de 1-1 au temps réglementaire face à la Libye. A chaque fois, il échoue de peu.

Niger : Comme le Congo, le Niger participera lui aussi à sa quatrième phase finale. Lors de ses deux dernières apparitions, le Mena n'a pas réussi à dépasser le premier tour, éliminé en terminant troisième de son groupe avec deux points. Il avait essuyé le même revers en 2016 en terminant dernier du groupe avec un point. Le Mena a pour meilleure performance les quarts de finale atteints en 2011 après s'être incliné 3-4 face au Soudan.

Groupe A

Algérie : Dans le groupe A, l'Algérie, pays organisateur, retrouve la compétition douze ans après sa première et dernière participation. Elle a de quoi prouvé après sa participation en 2011 au cours de la quelle, elle avait atteint les demi-finales. Les Fennecs ont été éliminés aux tirs au but 6-7 par le Ghana, après un score de 1-1 au temps réglementaire. L'Algérie va se mesurer avec la Libye, vainqueur de l'édition 2014 aux tirs au but devant le Ghana 4-3 et qui va disputer son 5e Chan.

Libye : La Libye était demi-finaliste en 2018, éliminée par le Maroc. En 2009 comme en 2021, elle était éliminée au premier tour après avoir oc-

cupé tour à tour la dernière place du groupe.

Ethiopie : Le défi est par contre grand pour l'Ethiopie qui participera à son troisième Chan. Lors des deux derniers, elle a respectivement occupé la dernière place du groupe avec 0 point en 2014 puis un point en 2016. Atteindre les quarts de finale pourrait être considéré comme une compétition réussie pour les Walia.

Mozambique : La situation est identique pour les Mamba du Mozambique qui, pour leur deuxième participation, rêvent de disputer les premiers quarts de finale de leur histoire au Chan après l'échec de 2014 soldé par un zéro point.

Groupe B

RDC : Dans le groupe B, le plus relevé, les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) pour leur sixième participation, sont classés parmi les favoris. La RDC n'a manqué qu'une seule édition du Chan, en 2018. Ce qui fait d'elle l'une des sélections les plus régulières de la compétition. Ses prestations sont à la hauteur des attentes. La RDC a remporté deux fois le Chan, en 2009 en battant le Ghana 2-0, puis en 2016 en écrasant le Mali 3-0. Jamais elle n'a été éliminée dès le premier tour. Les Léopards ont été quart finalistes à trois reprises en 2021, 2014 et en 2011.

Ouganda : L'Ouganda égale le nombre de participations de la RDC. Mais jamais les Cranes n'ont réussi à dépasser le pre-

mier tour. En 2011 et 2021, l'Ouganda a terminé dernier de son groupe. En 2014, 2016 et 2018, les Cranes ont occupé la troisième place du groupe. En Algérie, ils se fixent pour objectif de signer leur première victoire au Chan.

Côte d'Ivoire : Les Eléphants de la Côte d'Ivoire ont organisé la première édition du Chan en 2009. Ils avaient été éliminés en terminant derniers de leur groupe avec un point. En 2011, ils enchaînaient une autre contre-performance en terminant troisième de leur groupe avec trois points. C'est en 2016 que la Côte d'Ivoire a réalisé sa meilleure performance en atteignant les demi-finales au cours desquelles elle a été éliminée par le Mali 0-1. Elle n'a pas pu poursuivre cet élan en 2021 en occupant la dernière place du groupe avec un point. L'ambition en Algérie est claire, aller le plus loin possible pour les Eléphants locaux.

Sénégal : Les Lions de la Teranga sont de retour en compétition après onze ans d'absence. Lors de la première édition en 2009, le Sénégal avait atteint les demi-finales en se faisant battre aux tirs au but par le Ghana 6-7, après un score d'un but partout au temps réglementaire. En 2011, le Sénégal a terminé troisième de son groupe, donc éliminé au premier tour.

Groupe C

Maroc : Double vainqueurs, les Lions de l'Atlas remettent une fois de plus leur titre en

jeu en enfilant comme d'habitude le costume de favoris. Après avoir échoué en quarts de finale en 2014 face au Nigeria 3-4, puis terminé troisième de son groupe en 2016, le Maroc s'est montré à la hauteur en gagnant la compétition en 2018 à domicile, devant le Nigeria 4-0, avant de rééditer l'exploit en 2021 face au Mali 2-0. Pour leur 5e participation, les Lions Maroc ont le même appétit.

Soudan : Chaque fois que le Soudan participe au Chan, il y laisse toujours une bonne impression. En 2011 à domicile, il a terminé sur le podium en remportant la médaille de bronze devant l'Algérie. En 2013, il a également occupé la 3e place en dominant la Libye aux tirs au but, 4-2, après un score d'un but partout au temps réglementaire. Pour sa troisième participation, il affiche les mêmes ambitions voire plus.

Madagascar : La sélection qui dispute en Algérie la première phase finale de son histoire tentera de marquer les esprits.

Ghana : Finalistes en 2009 et 2014, les Blacks stars espèrent pour leur quatrième participation soulever le trophée et effacer l'échec de 2011 au cours duquel ils avaient terminé derniers de leur groupe.

Groupe D

Mali : Les Aigles, se souvenant de leurs deux finales perdues respectivement en 2016 face à la RDC (0-3), puis en 2021 face au Maroc (0-2), veulent cette fois-ci frapper un grand coup pour leur 5e participation. En 2014, le Mali avait été éliminé en quarts de finale puis en 2011, il avait terminé dernier de son groupe.

Angola : Finalistes en 2011 face à la Tunisie, les Palancas negras ont à cœur, pour leur quatrième participation, l'envie de faire une bonne compétition. En 2018, l'Angola avait été éliminé en quarts de finale par le Nigeria 1-2, deux ans après avoir terminé troisième de son groupe.

Mauritanie : En deux participations (2014 et 2018), la Mauritanie n'a jamais dépassé le premier tour ni gagné le moindre point. Elle espère un meilleur classement pour son troisième Chan.

James Golden Eloué

INTERVIEW

Armelia Josline Itoua Ndake : « Les femmes maritimes congolaises appelées à jouer pleinement leur rôle dans les métiers de la mer »

Une semaine après la célébration de la Journée mondiale de la mer, Armelia Josline Itoua Ndake, présidente de Wima Congo, a répondu aux questions des « Dépêches de Brazzaville » pour montrer le rapport qui existe entre son association et le métier de la mer, sans oublier les actions que cette association a déjà menées en faveur de ladite journée.

Les dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Que représente le thème de cette journée pour la plateforme Women in maritime in congo (Wima Congo), dont vous avez la charge de diriger, à savoir « L'action de Wima Congo pour la promotion des nouvelles technologies au service des transports maritimes plus écologiques » ?

Armelia Josline Itoua Ndake (A.J.I.N.): Plus qu'une simple réflexion, ce thème est une véritable contribution à la mise en œuvre du programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030, qui préconise, entre autres, des actions en faveur du climat, de l'utilisation durable des mers, des océans et des ressources marines, de l'industrie, de l'innovation et de l'infrastructure

L.D.B.: Quelles sont les activités menées par Wima Congo en vue de marquer la célébration de cette journée ?

A.J.I.N.: Cette journée a réuni dans la ville côtière l'ensemble



des femmes évoluant dans le secteur maritime ainsi que les élèves de classe de terminale et étudiants qui ont suivi des participants développer plusieurs thèmes, notamment la présentation de la Journée mondiale de la mer ; les actions écologiques dans le domaine maritime et marin, cas de Wima Congo ; l'exercice des métiers de la mer, cas d'une opératrice de portique, d'un patron de vedette, contrôleur de trafic et d'un pilote et les écoles de formation aux métiers de la mer.

L.D.B. : Pouvez-vous nous faire un aperçu historique sur la célébration de cette 44e édition ?

A.J.I.N. : Comme vous le savez, le 30 septembre de chaque année est célébrée la Journée mondiale de la mer. Cet événement est une tribune offerte aux 164 États membres de l'Organisation maritime internationale ainsi qu'aux femmes Wima, membres de son réseau mondial, pour aborder des réflexions sur l'avenir du maritime. Elle est aussi l'occasion pour la communauté maritime internationale de vulga-

riser les efforts consentis par les Etats membres pour préserver la sécurité de la vie en mer et la protection de l'environnement marin.

L.D.B. : Que peut-être votre mot de fin ?

A.J.I.N. : J'invite toutes les femmes maritimes congolaises à saisir la cloche et à jouer pleinement le rôle qui est le leur, c'est-à-dire celui de partie prenante dans la procédure de transition vers des transports maritimes plus écologiques. C'est ici l'occasion de rappeler que Wimafrica, organisation continentale, par le truchement de sa branche nationale, réaffirme son engagement de ne ménager aucun effort pour accompagner l'Organisation maritime internationale dans la vulgarisation de sa vision écologique, en portant son discours auprès des jeunes générations afin de les sensibiliser à s'engager dans un parcours académique, et à faire des métiers du secteur maritime leur choix de carrière.

Propos recueillis par Séverin Ibara

MARINE MARCHANDE

Lancement officiel des premiers documents sécurisés

La cérémonie officielle a eu lieu le 29 septembre dans la salle de réunions Martin-Parfait-Aimé-Coussoud-Mavoungou, à Pointe-Noire, sous la houlette de Christian Armel Nkou, directeur général de la Marine marchande, accompagné d'autres agents de cette structure.

Les documents sécurisés sont entrés officiellement en vigueur le 1er octobre, après leur phase expérimentale en septembre dernier. Il s'agit des documents comme le permis de navigation, la carte d'identité maritime, le papier sécurisé pour les actes tels que les autorisations exceptionnelles, les autorisations d'entreprendre dans les eaux maritimes sous juridiction congolaise, les autorisations de relâche, les droits d'implantation, les taxes d'exploitation et autres. Ces documents sont dotés des technologies intégrées pour protéger efficacement les données sur papier. En effet, le papier sécurisé permet d'imprimer des documents protégés avec un haut degré de protection anti-copie grâce à des technologies spécialisées. Les éléments de sécurité des papiers format A4 sécurisés permettent d'identifier la différence entre un papier sécurisé et un papier classique falsifié. Le but étant une détection facile et immédiate avec ou sans instruments de l'éventuelle fraude. Pour ce faire, plusieurs points de sécurité sont intégrés dans le papier pour définir la visibilité à l'œil nu, la visibilité uniquement à la lumière UV, la visibilité uniquement avec loupe et/ou

microscope.

S'exprimant à l'occasion de cette cérémonie, le directeur général de la Marine marchande a rappelé que suite à sa nomination par le président de la République, le 8 janvier 2021, il avait pris le ferme engagement de placer la sécurisation des recettes et la rationalisation des dépenses parmi les axes prioritaires devant sous-tendre son action à la tête de cette structure.

« La Marine marchande est une administration publique centrale dont la mission principale est de veiller à la sécurité de la navigation maritime, d'assurer la protection du milieu marin et la gestion des gens de mer dans les eaux sous juridiction congolaise. Pour faire face aux pratiques anti déontologiques constatées, à savoir le faux et usage de faux, la corruption, la concussion, la fraude, l'extorsion des fonds et la falsification de certains documents administratifs à incidence financière délivrés par cette structure, l'option a été levée, celle de sécuriser les documents administratifs car nous avons l'impérieux devoir d'apporter des réponses adéquates à ces actes délictueux voire criminels », a signifié Christian Armel Nkou.



SOUVENIR

Il y a 142 ans naissait Brazzaville sur le site de Mfaa

A l'occasion de la célébration des 142 ans de la fondation de la ville de Brazzaville, l'historien et écrivain Hopiel Ebiatsa a fait un plaidoyer dans lequel il demande la restitution de l'histoire réelle.

3 octobre 1880- 3 octobre 2022, voici 142 ans déjà que Brazzaville naissait sur le site de Mfaa. Cette histoire, selon l'historien et écrivain Hopiel Ebiatsa, commença le 10 septembre 1880, lorsque De Brazza signa le traité qui lui autorisait de bâtir la deuxième station française sur les terres de Ilooh, roi des Tékés. En signant ce traité, De Brazza avait atteint son but, celui de frayer à la France une voie navigable d'une importance capitale pour le commerce. Celle-ci permettrait de remonter jusqu'à l'intérieur du continent en empruntant le fleuve Congo et son affluent l'Oubangui. Le lac Mbaou (Mbamou) du nom de l'île qui rompt sa vastitude, baptisé Stanley-Pool en 1876 par son rival Stanley, constituerait le point nodal d'où partirait une ligne de chemin de fer pour relier cet arrière-pays conquis à l'océan Atlantique.

De Brazza, dit l'historien-écrivain, ne s'attardera donc pas. Il quitte Mbé le même jour. Trois semaines plus tard, après avoir marché dans la savane, navigué sur la Léfini, il atteint le fleuve Congo et voit finalement apparaître sa mer intérieure. Le 1er octobre, il arrive à l'embouchure de la Ntsié. Le 3 octobre, il explore la rive jusqu'à la rivière Djoué. Sur ce trajet, les villages et les hameaux en grand nombre grouillent d'une vie intense. Parmi ceux-ci, il y a Mfaa qui abrite le marché le plus important de la rive droite qui réunit au troisième jour de la quatraine téké, « Okila », les femmes et les hommes venus de tous les coins par l'eau et par les pistes de terre pour échanger. Ils sont pêcheurs, chasseurs,

cultivateurs, artisans, courtiers... Ce même jour, voilà De Brazza de retour au village Mfaa qui accueille la cérémonie solennelle au cours de laquelle il retrouve les divers chefs représentants de « Makoko » de part et d'autre du lac pour prendre possession du site où il fonde cette deuxième station. Il la nommera Ncouna, plutôt Kouna, pour indiquer localement une direction en la pointant du doigt. Les Kongos renseignaient ainsi les Portugais sur l'existence du royaume d'« Anzico ». C'est, disaient-ils, Ntama Kouna soit, loin là-bas. (Réf. Ebiatsa Hopiel, Pouvoir royal téké et présence européenne-fin XVe-fin XIXe siècle, Paris, Edilivre, 2010).

L'historien-écrivain pose quelques questions du genre : pourquoi avoir choisi et privilégié une indication cardinale ? Pourquoi avoir éclipsé le nom de l'ancien bourg, la bruyante cité de Mfaa sur le site qu'il venait d'implanter sa station ? Les intentions de De Brazza étaient bien claires : après avoir rendu hommage à son pays d'adoption, comment ne point penser à son prestige personnel ? Ainsi, comme il lui a été facile de transformer, prétextant une erreur graphique de sa part, Franceville la première station française qu'il avait fondée un an plus tôt à l'embouchure de l'Ogooué, en Franceville (Réf. Ebiatsa Hopiel, Le traité Brazza-Makoko- Occupation du Stanley-Pool et naissance des colonies belge et française du Congo, Paris, Edilivre 2014.), il lui serait plus aisé et cela sans poser un seul problème juridique à qui que ce soit de remplacer Ncouna

par un nom de sa convenance. Ce que, quelques mois seulement après, s'empressa de faire la Société nationale de géographie de Paris qui avait financé en partie cette seconde mission et beaucoup aidé l'explorateur à organiser des conférences chaque fois qu'il revenait à Paris, explique Hopiel Ebiatsa.

Et Mfaa devient Brazzaville

En 1881, Ncouna devenait Brazzaville. Reste que, 142 ans après, les Tékés n'ont pas oublié. Partis de l'intérieur de leurs plateaux pour rejoindre cette ville devenue la capitale du pays, ils ont toujours dit, disent, diront encore et toujours, qu'ils vont à Mfaa. Leurs enfants et leurs parents qui l'habitent ne sont pas Brazzavillois comme se désignent toutes ces personnes venues des autres coins du pays. Eux, les Tékés, sont à Mfaa, non pas seulement les habitants mais surtout les propriétaires des terres sur lesquelles naquit et depuis prospère Brazzaville. Comment venir expliquer cette envie de Mfaa exprimée avec autant de vigueur, autant d'insistance voire autant d'arrogance ? s'interroge-t-il.

Pour l'historien-écrivain, Mfaa c'est l'expression de la nostalgie d'un lieu régulièrement fréquenté par les ancêtres Tékés. Ces derniers, souvent venus sur les rives du lac pour commercer, y séjournaient à chaque fois. Croyant ainsi avoir définitivement pris possession de l'endroit, ils finirent par lui donner ce nom qui est celui du village d'où ils sont originaires. (Réf. Ebiatsa Hopiel, Idylle sur l'île, Paris, Edilivre 2020). « On



Les premières cases de Ncouna/DR

dit, en effet, que Mfaa ou Mfoa qui désigne aussi la petite rivière à l'embouchure de laquelle est localisé le grand marché est le nom d'un village encore fonctionnel bien connu du plateau Koukouya. Plus tard encore, ces mêmes Koukouyas nommeront un autre quartier de la ville, Moungali, dont ils furent les premiers habitants, du nom de Oungali, leur village d'origine sur ce même plateau. Il y a bien dans cette attitude une forte revendication de faire revivre le souvenir d'une origine téké de ces lieux emblématiques. Ce n'est donc en rien comme on le dit souvent, une volonté affichée de débaptiser la ville dont la fondation avait été autorisée en ces lieux par leur monarque », explique l'historien-écrivain.

Sur ce point, le débat est, en effet, depuis ouvert, précise Hopiel Ebiatsa. Deux camps s'affrontent de manière très tranchée. D'un côté, il y a les thuriféraires de la débaptisation dont la plupart, refusant on ne sait pourquoi de parler de Mfaa, ne se sont jamais

accordés sur le nouveau nom à donner à leur ville. De l'autre, il y a ceux qui, au nom d'une histoire qu'il faut regarder dans les yeux, écartent d'un revers de la main l'idée de changer de nom à cette ville chargée d'histoire. « On ne le dira jamais assez : capitale du Moyen-Congo et de l'Afrique équatoriale, elle deviendra plus tard capitale de la France libre d'où allait partir la résistance africaine qui libéra la France de l'occupation nazie. En 1944, elle abritera la célèbre Conférence de Brazzaville qui ouvrait la voie aux indépendances des colonies françaises d'Afrique noire. En 1960, elle devenait la capitale du Congo indépendant, secoué trois ans plus tard par une révolution socialiste dont elle sera considérée à juste raison comme le berceau. Ce débat qui ressurgit de temps en temps en certaines occasions peut et doit désormais être définitivement clos. Pourvu que les décideurs se donnent le courage et les moyens de l'action », indique l'historien et écrivain, Hopiel Ebiatsa. Affaire à suivre.

Bruno Okokana

EXPOSITION

L'histoire de Brazzaville retracée par le génie de Cyriaque Goma

C'est sur le thème « Brazzaville hier et aujourd'hui : entre traditions africaines et modernité urbaine » que l'artiste peintre et dessinateur congolais, Cyriaque Goma, a présenté son exposition, le 5 octobre, à l'Institut français du Congo (IFC).

Organisée par l'IFC, en partenariat avec la mairie de Brazzaville, les archives nationales, les archives municipales et l'université Marien-Ngouabi, la présente exposition s'inscrit dans le cadre de la célébration du cent quarante-deuxième anniversaire de la fondation de Brazzaville. La vitrine artistique, constituée de vingt-neuf dessins encadrés en format photo, a été présentée pas à pas par son auteur, en vue de permettre au public présent de mieux cerner quelques phases de l'histoire de la capitale congolaise. En effet, sans verser dans le ludique ou dans une simple quête esthétique, cette exposition concilie le réel et l'abstrait pour évoquer Brazzaville hier et aujourd'hui.

Pour la petite histoire, comme l'a souligné Cyriaque Goma durant la visite de l'exposition, le territoire sur lequel se dresse la ville de Brazzaville aujourd'hui, était jusqu'à la fin du XIXe siècle, sous l'autorité du roi Makoko.



Cyriaque Goma expliquant les contours de ses tableaux au public/DR

C'est au terme de plusieurs missions d'exploration conduites par Pierre Savorgnan de Brazza que cet espace intégra, en 1880, l'empire colonial français. Après avoir subi quatre-vingts ans d'influence coloniale et de christianisation, Brazzaville connaît de profondes mutations sociales, économiques et politiques. Le petit périmètre de Mfoa des origines a cédé la place, avec l'urbanisation et la construction d'infrastructures modernes, à une ville de plus

d'un million d'âmes.

« La présente exposition se propose ainsi de suivre la longue marche de cette cité affectueusement appelée par ses habitants : Brazza la verte. Elle présente une cartographie condensée de l'espace et du mode de vie de ses habitants sur plus d'un siècle. Elle part ainsi des modestes agglomérations précoloniales du Mpumbu à leurs foires célèbres, à partir de l'installation coloniale jusqu'à en faire une cité

urbaine, attirant par son rayonnement des populations de toutes provenances culturelles, pour finalement devenir le berceau de la rumba et de la sape comme sa sœur jumelle Kinshasa », a expliqué le dessinateur congolais.

Pour réaliser la plupart des œuvres exposées, Cyriaque Goma s'est appuyé sur des sources iconographiques, des photographies d'archives et son imagination, pour certaines œuvres. Aussi, il a puisé dans les récits et de multiples témoignages pour restituer des faits ayant traits aux sociabilités de Brazzaville. Un procédé inédit qui permet de comprendre comment des faits historiques, mais aussi des représentations fantasmagiques sont devenus composantes de la mémoire collective de Brazzaville.

Dans son allocution, le directeur délégué de l'IFC, Régis Ségala, a salué le travail d'illustration de l'artiste congolais qui éclaire les brazzavillois sur leur histoire, leur passé et leurs origines. «

Apprendre l'histoire, c'est comprendre le présent », en pense-t-il. A ce propos, Cyriaque Goma a lancé un appel à voir ses œuvres être placardées au mémorial et dans bien d'autres musées. « Quand vous allez au mémorial, les murs ne parlent pas. Or, c'est ce genre d'œuvres, illustratives et accompagnées de texte, qu'on devrait y retrouver pour permettre aux visiteurs, surtout les enfants, de lire et apprendre l'histoire du Congo en permanence. Pour cette exposition, je ne présente qu'un échantillon de mes œuvres en raison de l'espace qui m'est offert à l'IFC. Sinon, ma collection sur notre cher beau pays, c'est près de cent-cinq tableaux », a-t-il dit.

Notons que l'exposition « Brazzaville hier et aujourd'hui : entre traditions africaines et modernité urbaine » reste gratuitement accessible au public jusqu'en fin octobre.

Merveille Atipo